

Revenu universel et réduction de la pauvreté

Jean Gadrey, Blog d'Alternatives Economiques, texte de 2015

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2015/01/13/revenu-de-base-revenu-universel-pas-facile-de-se-faire-une-idee/>

POUR QUE TOUS PUISSENT VIVRE DIGNEMENT IL N'Y A PAS QUE LE REVENU UNIVERSEL

J'en suis pour l'instant à me dire que, pour les 10 à 20 ans à venir, des minimas sociaux inconditionnels (la seule condition étant une constat de ressources insuffisantes) garantis à 700 ou 800 puis 900 euros (pour une personne seule), évidemment pas universels, seraient politiquement bien moins difficiles à faire passer dans l'opinion et dans les faits, tout en ayant des résultats voisins pour les bénéficiaires et pour la société, et sans être plus stigmatisants qu'un revenu versé à tous (dont on saurait que ceux qui gagnent bien leur vie le rembourseraient largement par l'impôt progressif). En couplant cette stratégie au partage équitable du travail et à des droits universels étendus sur le plan du travail, de l'emploi et de la protection sociale, on créerait les conditions d'une démarchandisation du travail peut-être plus prononcée qu'avec un revenu universel, tout en poursuivant le débat ou des expérimentations sur ce dernier. Il y a quelques années, j'avais estimé à 1% du PIB le coût public additionnel d'un très fort relèvement des minimas sociaux permettant d'atteindre à peu près le seuil de pauvreté actuel. Autant dire que ce n'est pas hors d'atteinte. Je n'ignore pas la question du « non recours aux droits », qui se pose bel et bien pour les minimas sociaux. Mais je suis convaincu qu'elle aurait des solutions si l'on s'en donnait les moyens et que cela n'est pas un argument décisif contre ma proposition.

Pourquoi l'idée d'un « revenu de base » semble-t-elle assez populaire, selon divers sondages en France et à l'étranger ? Mon interprétation est la suivante : en effet, beaucoup de gens sont sensibles à l'idée que personne ne devrait vivre avec des revenus indécents dans une société très riche. Lorsqu'ils répondent à une question du type : « seriez-vous favorable à ce que tout le monde ait un revenu garanti de base permettant une vie digne ? », ils ne se prononcent pas en fait sur le versement à tous de la même somme (revenu universel) mais sur une garantie de ressources minimales décentes. Ce que je propose fait donc partie des solutions. Supposez qu'on leur demande : « seriez-vous d'accord pour que les milliardaires touchent eux aussi, sans condition, le même montant que les pauvres ? », alors on verrait bien qu'il n'existe pas de soutien populaire au revenu universel, quand bien même ses avocats expliqueraient, comme ils le font, que cette question n'est peut-être pas sans réponse ».